

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi après-midi, 22 novembre 2017

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**26 2017.RRGR.541 Motion 198-2017 Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
Repenser fondamentalement le projet pour les gens du voyage**

N° de l'intervention: 198-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 04.09.2017
Déposée par: Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
(porte-parole)
Klopfenstein (Zweisimmen, PLR)
Klopfenstein (Corgémont, UDC)
Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
Cosignataires: 10
Urgence accordée: Oui 07.09.2017
N° d'ACE: 1156/2017 du 1er novembre 2017
Direction: Direction de la justice, des affaires
communales et des affaires ecclésiastiques

Repenser fondamentalement le projet pour les gens du voyage

Le Conseil-exécutif est chargé de revoir les mesures qui concernent les gens du voyage et

1. de soumettre au Grand Conseil un plan à même de résoudre de la manière la plus efficace pour la population et la plus économe pour le canton, en collaboration avec les autres cantons, le problème des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage indigènes et étrangers;
2. d'inciter la Confédération à prendre ses responsabilités en la matière.

Développement:

La stratégie adoptée par le Conseil-exécutif pour les gens du voyage date d'il y a quelques années et elle est de toute évidence insuffisante, compte tenu de la situation qui prévaut. Elle se fonde en outre sur une appréciation qui prend insuffisamment au sérieux les communes et qui sous-estime la problématique liée aux gens du voyage.

Le plan en vigueur fait tout simplement l'impasse sur la question urgente des gens du voyage d'origine étrangère, en l'absence de toute décision à ce sujet. La mise en œuvre du postulat adopté, qui demandait la création d'aires adaptées, bute maintenant sur la résistance bien compréhensible des communes, si bien que la question revient sur la table.

A cela s'ajoute qu'une fois encore, le canton de Berne veut faire figure de bon élève et prend des mesures, pendant que d'autres cantons ne font strictement rien, ou plutôt redirigent les gens du voyage vers le canton de Berne. Il est grand temps de repenser complètement la procédure et d'explorer de nouvelles voies. Il n'existe aucune obligation légale de créer de coûteuses aires de transit expressément pour les gens du voyage étrangers. A l'inverse, il manque en partie les bases légales permettant d'ordonner l'évacuation rapide des aires occupées illégalement. Le Conseil-exécutif est dès lors chargé de revoir fondamentalement la stratégie bernoise en la matière, en tenant compte en priorité de la situation des communes et en cherchant une solution commune avec d'autres cantons.

Motivation de l'urgence: il faut rapidement clarifier comment il convient de procéder à l'avenir avec les gens du voyage.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1:

Le Conseil-exécutif a arrêté les lignes directrices relatives aux aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage dans le canton de Berne (ACE 1127/2011) et la stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne (ACE 1298/2013). Ces documents n'ont pas été rédigés isolément, mais sont l'aboutissement d'une collaboration intercantonale. Sur mandat du Conseil fédéral, la Fondation «Assurer l'avenir des gens du voyage suisses» publie un rapport périodique détaillant la situation qui prévaut en Suisse. Le rapport le plus récent, de 2015, confirme les évaluations des documents bernois, qui sont donc toujours d'actualité. Une refonte de la politique cantonale n'apporterait rien de neuf, de sorte que le Conseil-exécutif ne voit pas la nécessité d'élaborer de nouvelles bases concernant les aires de séjour et de transit.

Au demeurant, le projet d'aménagement d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage suisses est sur les rails. Le Grand Conseil a octroyé le crédit-cadre destiné à la planification et à la réalisation de trois aires de stationnement destinées aux gens du voyage de nationalité suisse à Cerlier, Herzogenbuchsee et Muri bei Bern en septembre 2016 (2016.RRGR.601). Le mandat que le Conseil-exécutif a donné en 2014 (ACE 691/2014) est ainsi rempli et les besoins actuels des gens du voyage suisses dans le canton de Berne sont couverts.

Le plan visant à l'aménagement d'une ou plusieurs aires réservées aux gens du voyage étrangers ne mérite pas non plus d'être revu puisqu'il existe, dans le canton de Berne, un besoin urgent en la matière. Dans ce cas non plus, pas question de faire cavalier seul: les potentialités de coopération ont été étudiées de concert avec d'autres cantons. A noter que le canton de Berne n'est certainement pas le seul à prendre fermement les choses en main. L'exemple du canton de Fribourg, qui a inauguré une nouvelle aire de transit en été 2017, est parlant. De plus, il existe déjà d'autres aires à Kaiseraugst (AG), Martigny (VS), Rennaz (VD) ainsi qu'à Domat/Ems (GR). Une reconceptualisation du projet aurait pour unique effet de retarder les travaux nécessaires à l'aire de transit destinée aux gens du voyage venant de l'étranger, au détriment des gens du voyage suisses, des communes et des propriétaires fonciers qui continuent à faire les frais d'haltes inopinées.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose le rejet du point 1 de la motion.

Point 2:

Dans sa proposition de renvoi (2016.RRGR.603), le Grand Conseil a exigé du Conseil-exécutif, au point 2, qu'il implique davantage la Confédération dans le projet: «Le Conseil-exécutif est chargé d'ouvrir des négociations avec la Confédération pour que celle-ci endosse la responsabilité de la réalisation des aires de transit en Suisse, qu'elle aménage une telle aire sur le territoire du canton de Berne ou qu'elle participe en tout cas substantiellement aux coûts d'aménagement de cette aire.»

Le conseiller d'Etat responsable de l'affaire, Monsieur Christoph Neuhaus, a par conséquent rencontré Monsieur Alain Berset en décembre 2016. A cette occasion, il a demandé à la Confédération de participer dans une large mesure aux coûts de la planification et de la réalisation de l'aire de transit prévue à Montménil ou de mettre un terrain approprié à la disposition du canton et d'apporter un important soutien s'agissant de l'aspect tant financier que procédural (procédure d'aménagement et d'autorisation) pour la mise en place d'une telle aire. Suite à l'entretien, le conseiller fédéral a institué un groupe de travail composé de représentants de la Confédération et des cantons qui doit trouver une solution pour aménager entre dix et douze aires de transit sur des terrains appartenant à la Confédération sur l'ensemble du territoire national. On ne dispose encore d'aucune information sur le sujet.

D'autres liens sont entretenus avec la Confédération par l'intermédiaire de la Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP) qui a, à plusieurs reprises, plaidé en faveur d'un soutien lors de l'aménagement de nouvelles aires de transit.

Le Conseil-exécutif suivra et soutiendra les prochains efforts de la Confédération. Il espère des résultats concrets dans les plus brefs délais, car une réponse durable au problème ne peut être apportée que sur le plan national. Néanmoins, le Conseil-exécutif ne veut ni ne peut attendre que les efforts de la Confédération portent leurs fruits compte tenu de la pression qui existe. Il met donc à exécution les mandats du Grand Conseil portant sur l'aménagement d'aires de stationnement pour les gens du voyage suisses et la recherche d'un terrain se prêtant à l'accueil des gens du voyage étrangers.

Le Conseil-exécutif propose d'adopter et de classer le point 2 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption et classement

Délibération groupée des affaires 2017.RRGR.522 et 2017.RRGR.541.

La présidente. Wir kommen zum Traktandum 25, einer dringlichen Motion, eingereicht von Grossrat Schwaar: «Marschhalt – Keine weitere Planung fester Transitplätze für ausländische Fahrende». Die Regierung lehnt diesen Vorstoss ab. Wir führen eine freie Debatte und behandeln gleichzeitig das Traktandum 26, ebenfalls eine dringliche Motion, eingereicht von Grossrätin Amstutz unter dem Titel «Fahrenden-Konzept grundsätzlich überdenken». Die Regierung hat diesbezüglich ziffernweise beschlossen. Zuerst erteile ich den beiden Motionären das Wort. Wir beginnen mit Grossrat Schwaar. Jemand sollte ihn noch auf der Rednerliste eintragen. Grossrat Schwaar, Sie haben das Wort.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Die mediale Aufarbeitung der Ereignisse rund um die Transitplätze für ausländische Fahrende hat diesen Sommer auf allen Seiten viele Emotionen ausgelöst. Wenn wir uns in diesem Rat fragen, weshalb die Planung von Transitplätzen so hohe Wellen schlägt, so drängen sich die Neubeurteilung und die Weichenstellung für die Zukunft auf. Mit diesem Vorstoss verlange ich einen Marschhalt; nicht mehr und nicht weniger. Ich komme zuerst zu Ziffer 1. Mit dieser habe ich verlangt, dass man den Rückweisungsantrag zum Objektkreditantrag rückgängig macht. Nun ist es so, dass ich gemerkt habe, dass man dies im Motionstext nicht ganz verstanden und dies zu einer Konfusion geführt hat, sodass wir juristische Bedenken bezüglich der Umsetzung haben. Deshalb ziehe ich Ziffer 1 zurück.

Ich komme zu Ziffer 2. Mit dieser geben wir der Regierung die Chance, die überholten Konzepte bezüglich Standorte inner- und interkantonal zu überarbeiten. Es ist nachvollziehbar, weshalb der Kanton beim voreiligen Bau von Transitplätzen der viel zitierte Musterkanton sein möchte. Dies, weil Regierungsrat Neuhaus drei Hüte trägt: Er trägt jenen des Kantons, jenen seiner Partei sowie den Hut der Stiftung Zukunft für Schweizer Fahrende. Wenn wir uns vor Augen führen, wie am Ende von Standortdiskussionen die Standplätze für ausländische Fahrende kaum auf Akzeptanz stossen, bin ich immer wieder über die Haltung vieler Beteiligter ausserhalb und innerhalb dieses Rats erstaunt. Der Standort Wileroltigen ist darum der beste, weil er einfach genügend weit von der eigenen Wohngemeinde entfernt ist. Die Gründe dafür habe ich deutlich in der Antragsbegründung aufgeführt. Die Herausforderung ist nicht die ausländische Herkunft, sondern der von den Fahrenden gepflegte Lebensstil. Dadurch liegen sie von unseren Wertvorstellungen weit entfernt, und sie sind kaum mit diesen kompatibel. Weil sich ausländische Fahrende durch ihr befremdendes Auftreten, begründet durch ihre Kultur und den Minderheitsschutz, auch noch alle Rechte im Umgang mit der hiesigen Bevölkerung herausnehmen und erhebliche Forderungen stellen, heisst dies noch lange nicht, dass dies von uns akzeptiert werden muss. Leider, leider muss es aber toleriert werden, weil die Berner Gemeinden im Umgang mit Fahrenden kaum Unterstützung erhalten. Unsere Gesetze sind zu wenig stringent, überkommunale Ämterstellen zögern bei der Anwendung, und der Polizei sind im Konfliktfall die Hände gebunden. Ratsmitglieder von betroffenen Gemeinden wissen, dass es in der Praxis fast unmöglich ist, Fahrende zur Weiterfahrt zu bewegen, wenn das Zusammenleben nicht mehr funktioniert. Deshalb fordert Ziffer 2, die bestehenden Konzepte zu überarbeiten, diese interkantonal aufeinander abzustimmen und die Haltung der Fahrenden miteinzubeziehen. Solange das Verhalten der Fahrenden akzeptiert wird, solange ändert sich wahrscheinlich wenig. Wenn es uns nicht gelingt, den Fahrenden eine eigenverantwortliche Haltung abzuverlangen, so wird es auch in Zukunft unmöglich sein, das Nebeneinander konfliktfrei zu gestalten.

Zu den Kosten – nur, damit wir uns in diesem Rat nichts vormachen. Ich habe den neu eröffneten Transitplatz in La Joux-des-Ponts in der Nähe von Bulle besichtigt. Er besteht aus minimaler Infrastruktur, einer kleinen asphaltierten Ringstrasse, 40 naturbelassenen Stellplätzen, Strom- und Wasserversorgungseinheiten, einem Hydranten, einer Sanitäranlage ohne Dach mit zwei Steh-toiletten und einem Handwaschbecken, einer drei Meter hohen Erdeinzäunung mit einem ummantelnden Zaun dahinter sowie einem Einfahrtsbereich mit Barriere und Videoüberwachung. Kostenpunkt: 2,5 Mio. Franken, getragen durch den Bund und den Kanton Freiburg. Damit sind aus Sicht der Fahrenden nicht alle Forderungen und Ansprüche erfüllt, weder noch in kultureller, baulicher noch in betrieblicher Hinsicht. Was bedeutet dies für den Kanton Bern? Ein Transitplatz, der auf Akzeptanz stösst, müsste die kritisierten Punkte in der Planung berücksichtigen, damit er gut betrieben werden kann. Damit steigen die Kosten. Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, zu Zeiten von Entlastungspaketen sind solche Investitionen ohne Einforderung von Verbindlichkeiten seitens der Fahrenden

unseren Steuerzahlern definitiv nicht zuzumuten. Aus all diesen Überlegungen bitte ich Sie, Ziffer 2 der Motion zuzustimmen und dem Kanton so die Chance zu geben, aus einem regionalen Konflikt eine interkantonale Lösung anzustossen. Danke für Ihre Unterstützung.

La présidente. Die Ziffer 1 ist zurückgezogen worden. Wir sprechen nur noch über die Ziffer 2. Die nächste Motion wird von Grossrätin Amstutz begründet.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Wir haben diese Motion eingereicht, weil wir mit der aktuellen Situation zum Thema Fahrende nicht zufrieden sind. Es wurden Schritte unternommen. Es fehlen aber eine Strategie und ein Ziel, dahingehend, was der Kanton Bern gesamtheitlich will. Wir wollen gesamtheitliche Lösungen. Bisher wurde viel Aufwand betrieben, welcher auch auf Verwaltungsseite, aber ebenso auf politischer Seite Zeit und Geld in Anspruch genommen hat. Es wurden Fahrende-Projekte erarbeitet und danach im Grossen Rat abgelehnt. Der Kanton Bern hat in diesem Thema eine Vorreiterrolle eingenommen. Andere Kantone investieren weniger Ressourcen in dieses Thema.

Wir wollen eine bessere Koordination mit dem Bund und mit anderen Kantonen. Wir wollen eine Lösung, die am effektivsten für die Bevölkerung ist und kostengünstig für den Kanton Bern. Sehr wichtig ist auch, dass die Gemeinden einbezogen werden. Das Konzept aus dem Jahr 2015 besteht. Ein Konzept soll aber auch ein Hilfsmittel sein und laufend angepasst werden. Die Regierung schreibt in ihrer Antwort, dass wenn man der Erarbeitung des Konzepts zustimme, dies die Arbeit für die Transitplätze verzögere. Damit wird aufgezeigt, dass das Ziel darin besteht, wie bisher weiterzufahren. Im Motionstitel schreiben wir aber, dass wir das Fahrenden-Konzept grundsätzlich überdenken wollen. Dies heisst, ein Ziel zu haben. Dies entspricht der Forderung der Ziffer 1.

Die Motion von Daniel Schwaar ist in der Ziffer 2 ziemlich identisch mit der Forderung von Ziffer 1 unserer Motion. Wir wollen nicht wie bisher weiterfahren, sondern die Fahrenden-Thematik grundsätzlich überdenken und – wie erwähnt – den Bund mehr in die Pflicht nehmen. Dies ist die Forderung von Ziffer 2. Wir haben gelesen, dass eine Besprechung mit Bundesrat Alain Berset stattgefunden hat. Ein Ergebnis vonseiten Bund liegt aber noch nicht vor. Deshalb bestreiten wir die Abschreibung von Ziffer 2. Wir wollen eine Lösung in Zusammenarbeit mit dem Bund und den anderen Kantonen. Wir haben auch gelesen, dass für die Erarbeitung eines Konzepts auf Bundesebene eine Arbeitsgruppe mit Bundes- und Kantonsvertretern einberufen ist. Das Ziel ist es, dies zu koordinieren. Deshalb ist es wichtig, dass Sie unserer Motion zustimmen sowie auch der in die gleiche Richtung gehenden Ziffer 2 der Motion Schwaar. Die Ziffer 1 der Motion Schwaar ist zurückgezogen worden; diese war wirklich unglücklich formuliert. Was besteht, die Ziffer 2 der Motion Schwaar, sowie unsere Motion empfehle ich zur Annahme, für unsere Motion die Ziffern 1 und 2 sowie das Bestreiten der Abschreibung von Ziffer 2.

La présidente. Als Mitmotionär hat Grossrat Etter das Wort. Ich nehme an, dass Grossrat Klopfer ebenfalls als Mitmotionär sprechen wird und bitte die Mitmotionäre, sich bei mir zu melden, wenn sie das Wort wünschen.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Ein Marschhalt bedeutet eine Standortbestimmung und eine Neuausrichtung. Dies bedeutet auch eine Denk- und Verschnaufpause und bietet Gelegenheit, die Lage neu zu beurteilen. Dies ist die Hauptforderung der Ziffer 2 unserer Motion. Dass zu heutigen Zeiten von Entlastungspaketen Kredite von 2, 3 oder 10 Mio. Franken für einen Transitplatz, wie wir vor einem Jahr hier für Meisberg diskutiert haben, nicht realistisch sind, dürfte wohl allen klar sein. Es gibt aber auch einfachere Varianten, wie wir vorhin von Kollega Schwaar gehört haben.

Rein objektiv wäre der Platz in Wileroltigen als Transitplatz geeignet. Leider haben die Fahrenden dort eine grosse Chance verpasst. Sie haben die Bevölkerung in Angst und Schrecken versetzt; sie haben nicht nur den Platz, sondern die ganze Umgebung in einem unbeschreiblichen Dreck zurückgelassen. Feldwege, Wälder, ja Kartoffel- und Gemüsefelder in der Umgebung waren nicht mehr passierbar. Mit ein wenig Respekt und Rücksichtnahme auf die hier geltenden Lebensweisen hätten die Fahrenden viel Goodwill schaffen können. Das Gegenteil haben sie getan. Sie haben Repressionen und Aggressionen in der Bevölkerung und der ganzen Umgebung geschürt. Damit haben sie Widerstand provoziert.

Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, es geht nicht um die Unterdrückung von Minderheiten oder Randgruppen, wie dies am Montag in einer Tageszeitung stand. Wer unsere Lebensgewohnheiten respektiert, kann sich hier niederlassen. Dafür haben wir im letzten September auch Kredite für

Transitplätze für Schweizer Fahrende bewilligt. Fahrende, die unsere Grundregeln missachten und zur Verfügung stehende Infrastrukturen mutwillig zerstören, sodass diese mit Steuergeldern neu aufgebaut werden müssen, verdienen unsere Unterstützung und unser Vertrauen nicht. Deshalb verlangen wir einen Marschhalt und eine Neuausrichtung, damit das bestehende Konzept überarbeitet werden kann. Wir bitten Sie, Ziffer 2 unserer Motion zu überweisen.

La présidente. Es haben sich keine weiteren Mitmotionäre bei mir gemeldet. Grossrat Klopfenstein spricht als Fraktionssprecher der FDP und hat das Wort.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Die FDP lehnt diese Vorstösse nach längeren Diskussionen ab. Keine Angst, dies heisst nicht, dass die FDP plötzlich zur Freundin der Romas und Sintis geworden wäre. Im Gegenteil, Herr Schwaar, wir sehen die Probleme. Wir haben Probleme mit den ausländischen Fahrenden; diese wollen sich nicht an unsere Kultur anpassen. Dies ist alles unbestritten, aber eben. Zum Glück haben Sie die Ziffer 1 zurückgezogen. Mit der Aufhebung des alten Vorstosses wären wir in Teufels Küche geraten. Damit hätte die Gefahr bestanden, dass der alte Kreditbeschluss wieder aufgelebt hätte, was ein Eigengoal gewesen wäre. Zum Glück haben Sie die Ziffer 1 jetzt zurückgezogen.

Zu Ziffer 2 und ob es noch viel bringt, über den Marschhalt zu diskutieren: Der Regierungsrat hat den Auftrag zu evaluieren. Ich meine, man sollte den Regierungsrat besser noch etwas arbeiten lassen. Wenn das Geschäft vorgelegt wird, kann man immer noch darauf zurückkommen. Deshalb lehnt die FDP beide Ziffern der Motion ab.

Zur zweiten Motion, die ich selber mitunterzeichnet habe: Ich vereinfache es: Helfen Sie mit, meinen eigenen Vorstoss abzulehnen und den anderen abzuschreiben!

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP hat ein gewisses Verständnis für die beiden vorliegenden Vorstösse. Sie greifen ein brennendes Problem auf. Es ist eine Tatsache, dass es vor allem mit ausländischen Fahrenden immer wieder zu Problemen kommt – in den meisten Fällen mit grossen Gruppen aus dem Ausland, die widerrechtlich Plätze besetzten, sich nicht an unsere Gesetze halten, getroffene Abmachungen missachten und auch gröbere sanitäre Probleme und Schäden verursachen. Die betroffenen Privaten und Gemeinden stossen hier an ihre Grenzen und erhalten wenig Unterstützung durch den Kanton und die Polizei. Weiter ist es eine Tatsache, dass es zu wenige geeignete Plätze für Fahrende gibt. Die fehlenden Plätze führen dazu, dass die Fahrenden in die Illegalität abgedrängt werden und teilweise ohne Zustimmung der Grundeigentümer Land besetzen. Schlussendlich ist es eine Tatsache, dass die ausländischen Fahrenden aufgrund ihres Verhaltens Mühe haben, geeignete Stellplätze zu finden. Kurz, die Situation ist schwierig und verfahren.

Eines ist aber klar: Mit der Realisierung eines Transitplatzes durch den Kanton könnte Abhilfe und Linderung geschaffen werden. Die beiden vorliegenden Vorstösse tragen nicht zu einer solchen Lösung bei, im Gegenteil. Es braucht keinen Marschhalt, es braucht auch keine neuen Konzepte für Fahrende, wie sie in den beiden Motionen gefordert werden. Dies alles ist unnötig und führt nur zu weiteren Verzögerungen. Die Fakten liegen auf dem Tisch. Leidtragende einer Verzögerung wären die betroffenen Grundeigentümer, die sich mit unerwünschten Landbesetzungen konfrontiert sehen würden, aber auch die Bevölkerung und die Gemeinden. Lassen wir deshalb die Regierung ihre Arbeit tun in Zusammenarbeit mit dem Bund und den Gemeinden sowie koordiniert mit anderen Kantonen, um geeignete Transitplätze zu finden. Wir müssen das Problem lösen, statt es zu bewirtschaften. Es ist richtig, dass der Bund, der die Fahrenden als geschützte Minderheit anerkennt, sich in dieser Frage zwingend mehr engagieren müsste, konkret, indem er in der Zusammenarbeit mit den Kantonen definiert, wo es überall Transitplätze für Fahrende braucht, und gleichzeitig die Erstellung entsprechender Plätze substantiell mitfinanziert. Das Engagement des Bundes haben wir hier im Rat bereits bei der Rückweisung des Objektkredits für den Transitplatz Meisberg konkret eingefordert. Die Regierung befindet sich bekanntlich im Gespräch mit dem Bund. Deshalb können wir die Ziffer 2 der Motion Amstutz annehmen und abschreiben.

Es ist richtig und wichtig, dass es einer besseren Zusammenarbeit und Koordination zwischen den Kantonen bedarf. Der «Schwarze Peter» darf nicht hin- und hergeschoben werden. Aber gerade hier steht der Kanton Bern selber in der Pflicht und gefordert. Im Unterschied zu anderen Kantonen wie Basel-Landschaft, Wallis, Waadt und Freiburg, die bereits Transitplätze erstellt haben, hat der Kanton Bern seine Hausaufgaben noch nicht gemacht. Der Kanton Bern ist also in Bezug auf die Fahrenden keineswegs ein Musterschüler, wie dies in der Motion Amstutz moniert wird. Es ist auch zutreffend, dass die Realisierung eines Transitplatzes unter Einbezug der Gemeinden erfolgen

muss. Aber auch hier ist die Regierung aktiv, und sie steht mit den Gemeinden in Kontakt. Gerade Gemeinden aus dem stark betroffenen Verwaltungskreis Biel-Bienne, die häufig mit ausländischen Fahrenden konfrontiert sind, begrüssen die Schaffung eines Transitplatzes ausdrücklich. Schliesslich sind wir auf das Wohlwollen der Fahrenden selber angewiesen. Ohne die Bereitschaft der Fahrenden, sich an die Regeln zu halten, wird es nicht gehen. Die Fahrenden müssen stärker in die Pflicht genommen werden. Andernfalls werden die Gemeinden und die Polizei gezwungenermassen härter durchgreifen müssen. Während dieser Session haben wir die Gelegenheit, Nägel mit Köpfen zu machen, indem wir strengere Wegweisungsbestimmungen in das Polizeigesetz (PolG) aufnehmen und damit auch die rechtliche Grundlage für ein strengeres Vorgehen gegenüber renitenten Fahrenden schaffen. Um die Wegweisungen effizient vorzunehmen, braucht es einen Ort, konkret einen Transitplatz, den die Fahrenden als Alternative benutzen können. «Beüben» wir die Regierung und die Verwaltung nicht mit der Erarbeitung von zusätzlichen und unnötigen Konzepten, sondern lassen wir sie ihre Arbeit tun, damit wir endlich, endlich geeignete Transitplätze finden und realisieren können. In diesem Sinn lehnen wir wie die Regierung die Ziffer 2 der Motion Schwaar ab. Die Ziffer 2 der Motion Amstutz nehmen wir bei gleichzeitiger Abschreibung an und die Ziffer 1 lehnen wir ab.

Andreas Burren, Lanzenhäusern (UDC). Das Thema ist sehr emotional. Wenn man dafür ist, dass es Transitplätze für Fahrende braucht, ist man froh, wenn diese möglichst weit von einem weg liegen. Man kann dies vielleicht der Kategorie der Asylzentren, der Natelantennen, der Flugplätze oder sonstigen Möglichkeiten zuordnen. Bei all diesen Orten ist dies etwa gleichermassen der Fall. Ich habe es schon erlebt, dass sich Leute auf Gemeindeebene im Rahmen der Wahlen für gewisse Themen eingesetzt haben. Hätte das Betreffende in ihrem Quartier stattfinden sollen, begannen sie Unterschriften zu sammeln für die Ablehnung. Bei den Transitplätzen waren wir uns in der Fraktion nicht einig. Wir behandelten die Motionen. Der Motion Schwaar, deren Ziffer 1 zurückgezogen ist, stimmt eine Mehrheit der SVP-Fraktion der Ziffer 2 betreffend den Marschhalt zu. Eigentlich ist diese Ziffer die gleiche wie Ziffer 1 der Motion Amstutz. Auch dieser stimmt eine Mehrheit zu. Ziffer 2 stimmen wir einstimmig zu und bestreiten die Abschreibung einstimmig aus folgendem Grund: Es befindet sich eine Arbeitsgruppe im Einsatz. Diese hat aber noch keine Ergebnisse geliefert. Es nützt deshalb nichts, eine Arbeitsgruppe zu bilden, die vielleicht gar nichts macht. Wir brauchen dort nämlich Lösungen.

Ich möchte dem Regierungsrat Lösungen aufzuzeigen helfen. Ich habe mich in der letzten Zeit auch nach möglichen Standplätzen umgesehen. Wenn ich in Niederwangen aber Autobahn fahre, wo das neue Polizeizentrum geplant ist, frage ich mich, ob es dort vielleicht noch eine Ecke frei ist. (*Hilarité*) Ich habe auch gehört, welche Anforderungen der Regierungsrat für die Transitplätze stellt. Diese müssen möglichst nahe an einer Autobahnausfahrt liegen. Ich schätze, fünf Minuten Fahrzeit sind möglich. Es muss sich um einen asphaltierten oder festen Platz von circa einer Hektare handeln. Dieser sollte möglichst nahe am besiedelten Gebiet liegen, möglichst kostengünstig sein und nach Möglichkeit auch über sanitäre Anlagen verfügen. Wenn ich ab der Neufeld-Autobahnausfahrt fahre, bin ich nach drei Minuten bei der Schützenmatte. Diese ist knapp eine Hektare gross, verfügt über sanitäre Anlagen und liegt in der Nähe von besiedeltem Gebiet fahre. Vielleicht gibt es nicht so viele Fensterläden zu streichen wie auf dem Land. (*Hilarité*) Dafür könnten nach einer Demo vielleicht relativ viele Hauswände abgelautet werden. Es gibt sanitäre Anlagen und sogar Parkuhren, die benutzt werden könnten. Damit wären dort auch die finanziellen Kosten geregelt. Es braucht keinen Verlust von Kulturland, was die Grünen sicher unterstützen. Dieser Platz wäre bereits vorhanden. Ich möchte darum bitten – dies meine ich nicht als Spass –, die Schützenmatte einmal zu prüfen. Seitens der Stadt wird oft gesagt, es brauche Transitplätze. Deshalb können diese auch in der Stadt erstellt werden.

La présidente. Vielleicht erhalten wir noch eine Antwort auf diese Frage. Für die glp-Fraktion hat Grossrat Köpfli das Wort.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Ich habe nicht ganz so viele kreative Vorschläge für Orte, die sich als Transitplätze eignen würden. Ich kann aber grundsätzlich feststellen, dass die glp der Meinung ist, dass es im Kanton Bern, insbesondere im Seeland, mehr Transitplätze braucht. Dies nicht zuletzt, weil wir tatsächlich auch finden, die heutige Situation sei unbefriedigend. Wir sind auch der Meinung, es könne nicht sein, dass bei illegalen Landbesetzungen sehr lange nicht eingegriffen werden kann. Wir werden es deshalb ebenfalls unterstützen, im Rahmen des PolG eine Möglichkeit zu

schaffen, die es erlaubt, bei illegaler Landbesetzung rascher vorzugehen und die privaten Grundeigentümer zu schützen. Will man dies durchsetzen, bedarf es einer Alternative. Dafür braucht es genau diese Transitplätze. Auf diesen – und dies ist klar – bedarf es Hausregeln, und diese müssen auch durchgesetzt werden. In verschiedenen Fällen ist es sicher zu inakzeptablen Vorkommnissen gekommen. Bei illegalen Besetzungen lassen sich halt keine Hausregeln durchsetzen, auf einem Transitplatz hingegen schon. Dies gilt auch für Sanktionen.

Wir verstehen nicht, weshalb es einen Marschhalt, ein Durchatmen oder wie es alles noch genannt wurde, braucht. Denn die Faktenlage ist nicht neu: Sie ist gleich wie beim bereits im Grossen Rat gefassten Beschluss. Wir haben auch gelesen, dass offenbar die grosse Mehrheit der Gemeindepräsidenten und -präsidentinnen in den Regionen ebenfalls der Meinung ist, es bestehe dringend Handlungsbedarf und es solle ein Transitplatz geschaffen werden. Wir erachten es nicht als zielführendes Vorgehen, dies zu vertagen. Wir haben viel mehr das Gefühl, mit der Annahme dieser Motionen würde das Thema weiter bewirtschaftet statt gelöst. Dafür bieten wir sicher nicht Hand. Deshalb lehnen wir die Motion Schwaar beziehungsweise die übrig gebliebene Ziffer klar ab, ebenfalls Ziffer 1 der Motion Amstutz. Ziffer 2 der Motion Amstutz kann man unterstützen. Selbstverständlich hat der Bund eine Verpflichtung, und selbstverständlich soll er einbezogen werden. Dies geschieht heute bereits. Insofern ist der Regierungsrat dran. Ob Ziffer 2 abgeschrieben wird oder nicht, dürfte kaum Einfluss haben. Denn ich gehe nicht davon aus, dass Regierungsrat Neuhaus die Gespräche mit dem Bund abbricht, wenn wir heute abschreiben. Wir werden der Abschreibung zustimmen. Sollte es nicht dazu kommen, dreht sich die Welt aber auch weiter.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). Die Vorrednerinnen und Vorredner haben das Dilemma bereits breit dargelegt. Ich möchte mich deswegen auch mit Blick auf das Zeitbudget kurz halten und darauf hinweisen, wie die EDU abstimmen wird. Wir werden die beiden Motionen unterstützen und die Abschreibung bestreiten. Wir sind uns bewusst, dass es ein symbolischer Tropfen auf den heissen Stein ist. Trotzdem unterstützen wir die Motionen in diesem Sinn.

La présidente. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Siegenthaler das Wort.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Wir führen hier ansatzweise eine Diskussion, wie wir sie wahrscheinlich nochmals im Rahmen der Beratung des PolG führen werden, allerdings mit etwas anderem Kontext. Ich nehme es vorweg: Die Fraktion SP-JUSO-PSA wird sämtlichen Anträgen zustimmen, wie sie uns vom Regierungsrat vorgelegt werden. Weshalb? Wir folgen dem Regierungsrat aufgrund der Überzeugung, dass wir den Auftrag haben, als Parlament Herausforderungen an die Hand zu nehmen und diese auf einem effektiven und guten Weg einer Lösung zuzuführen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir sind auch der Überzeugung, dass die vorne am Rednerpult geschilderten Probleme, welche tatsächlich im Zusammenleben mit ausländischen Fahrenden bestehen, nicht zu negieren sind. Sie gehören zu einer umfassenden Darstellung des heute gemeinsam diskutierten Problemkreises. Ich habe während der Vorbereitung dieses Geschäfts im Tagblatt nachgesehen, was wir zueinander gesagt hatten, als wir im September 2016 den Objektkredit für die Planung und Realisierung eines Transitplatzes für ausländische Fahrende berieten. Ich erlaube mir kurz, zwei drei Zitate wiederzugeben. Ich zitiere zuerst Herrn Grossrat Philippe Messerli, der vorhin gesprochen hat. Er sagte damals: «Weiter ist es eine Tatsache, dass es zu wenige geeignete Plätze für Fahrende gibt. Dies nicht zuletzt auch deswegen, weil die Schweiz als prosperierendes Land gerade für ausländische Fahrende attraktiv ist.» Die BDP hat sich dieses Thema auf die Fahne geschrieben und – wie ich an der Bürositzung festgestellt habe – weitere Vorstösse zu diesem Thema eingereicht unter dem Titel «Auch die ausländischen Fahrenden sind dem geltenden Recht verpflichtet», wobei es um das Entsendegesetz geht. Ein weiterer Vorschlag wurde von zwei Grossräten aus Trubschachen eingereicht. Diese fordern, die Stärkung der Akzeptanz für ausländische Fahrende sei zu erreichen, indem sie ihre Standplätze selber bezahlen sollen, sodass diese nicht von Dritten finanziert werden. Ueli Frutiger verfügte damals noch nicht über diese Erkenntnis und sagte anlässlich der letzten Debatte: «Auch die BDP-Fraktion hat sich intensiv mit dem Thema Transitplatz für ausländische Fahrende beschäftigt. Uns ist durchaus bewusst, dass es übergeordnetes Recht gibt, das solche Plätze will. Sie sind auch notwendig und müssen irgendwann geschaffen werden. Das Geschäft gehört zu denjenigen, bei denen man machen kann, was man will: Befriedigende Lösungen gibt es keine. Das Zusammenleben von Fahrenden und der sesshaften Bevölkerung ist oft konfliktträchtig und schwierig. Die Mentalitäten sind sehr verschieden.» Daniel Trüssel sagte in etwa das Gleiche, nämlich, dass wenn etwas abgelehnt werde, überhaupt kein

Problem gelöst werde, man schiebe es einfach vor sich her. Der Sprecher der SVP, Willy Marti, sagte damals: «Das Problem erfordert jedoch eine Lösung. Wir erkennen die Probleme der betroffenen Gemeinden, aber auch die Probleme der Polizei, die immer wieder aufgeboten wird.» Deshalb, liebe Kolleginnen und Kollegen, sagen wir, dass wir das Problem nicht weiter vor uns herschieben dürfen, indem wir den Motionen wie vorliegend zustimmen. Wir sollten der Regierung danken, dass sie sich ernsthaft um eine Lösung des Problems bemüht und speziell der zuständige JGK-Direktor Aktivitäten entwickelt, die nach unserem Dafürhalten in die richtige Richtung gehen. Denn denken wir daran: Wir alle hier in diesem Saal repräsentieren beinahe wie die Fahrenden in unserer Art irgendeine Minderheit, und wir haben es auch geschafft, einigermaßen anständig miteinander umzugehen, wenn auch mit Einschränkungen, wie ich gerne zugeben.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich widerspreche Herrn Kollega Peter Siegenthaler nicht. Die BDP hat sich bisher nicht gegen Fahrenden-Plätze im Kanton Bern gewehrt, und wir werden es auch künftig nicht tun. Es ist aber so, dass die Frage der Standplätze jetzt eine politische Dimension angenommen hat, sodass sich aus unserer Optik ein Marschhalt aufdrängt. Im auslaufenden Jahr kam es in unserem Kanton zu verschiedenen Ereignissen rund um Fahrende. Diese beschäftigten uns, aber vor allem auch die Medien und die Bevölkerung. Übrig geblieben ist jeweils eine laute Gruppe besorgter Bürgerinnen und Bürger. Diese haben Angst, Plätze für Fahrende auf ihrem Gemeindegebiet einzurichten. Übrig geblieben ist auch der Wunsch, die ganzen Fragen politisch zu überdenken und vielleicht auch neu zu beurteilen. Genau dies wollen die beiden Vorstösse. Aus der Vergangenheit, konkret aus der Migrationspolitik, wissen wir, dass das Nichternstnehmen von Ängsten und Sorgen der Bevölkerung zu einer Radikalisierung führen kann. Unternimmt die Politik nichts oder fährt sie weiter wie bisher, schlägt das Pendel irgendwann nach rechts aus. Ich möchte insbesondere die Ratslinke daran erinnern, dass Nichtstun und ein Nichternstnehmen solcher Ängste der Bevölkerung dazu führen können, dass die Politik irgendwann nur noch reagieren statt agieren kann, wie wir dies eigentlich sollten. Eine solche Eskalation möchte die BDP verhindern. Wir wollen diese zugunsten von uns allen verhindern, aber auch zugunsten der Fahrenden. Die Politik muss den Mut haben, manchmal auch einen Schritt zurückzutreten und die ganze Sachlage aus einer erweiterten Perspektive zu betrachten. Die zum Teil gehässigen und hochemotionalen Reaktionen seitens der Bevölkerung sind ernst zu nehmen. Die Politik darf nicht einfach über die Köpfe der Direktbetroffenen hinweg entscheiden. Kolleginnen und Kollegen, Sie alle hier wissen, dass dies nicht gut kommt. Dieses Parlament muss Zeichen aus der Bevölkerung erkennen und entsprechend handeln können. Dazu bieten die beiden Vorstösse eine Möglichkeit. Ein Marschhalt bietet dem Regierungsrat die Möglichkeit, alle Optionen und Fragestellungen nochmals zu überdenken. Ebenfalls erhalten wir alle seitens des Parlaments die Chance, die emotional angespannte Situation zu entschärfen. Ein Marschhalt hat denn auch keine andere Folge, ausser dass wir uns die Zeit verschaffen, um die ganze Frage neu zu reflektieren. Durch einen Marschhalt wird kein Transitplatz verhindert, aber die Wogen können entsprechend geglättet werden. Im Gegensatz zur Motion Schwaar will die Motion Amstutz zusätzlich das Konzept der inländischen Fahrenden überarbeiten. Dort sind die Emotionen und Fragen weniger gross und sie werfen weniger hohe Wellen als bei den ausländischen Fahrenden. Trotzdem erachten wir es seitens der BDP-Fraktion für sinnvoll, auch diese Situation und damit die Situation der Fahrenden ganzheitlich zu überdenken. Wie andere Fraktionen bestreiten wir aber die Abschreibung von Ziffer 2. Wir attestieren, dass die Arbeiten vorwärtsgen, verfügen aber über keine Ergebnisse. Ohne Ergebnisse können wir eine Motionsforderung nicht abschreiben. Wir werden beiden Vorstössen zustimmen und bestreiten die Abschreibung von Ziffer 2 der Motion Amstutz.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Eigentlich ist die Antwort des Regierungsrats klar: Wir brauchen Transitplätze für ausländische Fahrende. Die Schweiz hat ein Rahmenabkommen zum Schutz für Minderheiten unterschrieben, und die Fahrenden sind eine Minderheit, die einen besonderen Schutz braucht. Im Übrigen gehören wir alle auch irgendwo zu einer Minderheit. Was geschieht, wenn wir die beiden Motionen annehmen. Die ausländischen Fahrenden werden die Schweiz weiterhin aufsuchen. Dies wird als nicht verhindert. Sie werden irgendwo einen Bauern finden, der ihnen Land zur Verfügung stellt, verbunden mit den bekannten Folgen. Die Bevölkerung wird sich dadurch wieder gestört fühlen. Für die ausländischen und die Schweizer Fahrenden verschlechtert sich die Situation stark. Eigentlich verlieren wir so alle. Wir können das Problem vor uns hinschieben, wie es die beiden Motionen verlangen. Die Haltung der Grünen ist aber, das Problem anzupacken und zu lösen. Wenn die Lösung so einfach ist wie im vorliegenden Fall, dann müssen

wir sie anpacken und die beiden Motionen ablehnen. Denn sogar die Polizei wünscht eine Lösung in Form von Standplätzen. Daher schliessen wir uns dem Regierungsrat an und lehnen die Motion Schwaar ab. Bei der Motion Amstutz lehnen wir die Ziffer 1 wie vom Regierungsrat beantragt ab. Die Ziffer 2 nehmen wir an bei gleichzeitiger Abschreibung, das heisst ebenfalls gemäss dem Antrag des Regierungsrats.

La présidente. Wir sind bei den Einzelsprecherinnen und -sprechern angelangt. Zuerst hat Grossrat Riem, BDP, das Wort.

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Als Bauer bin ich daran interessiert, dass Fahrende geregelte Standplätze zur Verfügung haben und nicht – das ist vielleicht das falsche Wort – wild oder sehr wild campieren. Allerdings bin ich nicht einverstanden damit, wie Regierungsrat Neuhaus eine Lösung voranzutreiben sucht. Anstatt mehrere kleinere Plätze an verschiedenen Standorten, vielleicht alternierend, zu suchen, wird zuerst in Meisberg und jetzt in Wileroltigen ein Grossprojekt lanciert. Es wird einfach mit dem Vorschlaghammer ein Pflock eingeschlagen. Es erstaunt nicht, dass es zu einem Aufschrei kommt – im letzten Jahr in Meisberg, jetzt in Wileroltigen, morgen an einem neuen Ort. Dies ist kein erfolversprechendes Vorgehen, sondern ein Vorgehen, welches die notwendige respektvolle Zusammenarbeit mit der Bevölkerung nicht ermöglicht. Als Mitglied der BDP nehme ich – das habe ich hin und wieder bewiesen – die Anliegen von Minderheiten sehr ernst, nicht nur diejenigen von Fahrenden, sondern ebenso von Asylsuchenden, Migranten usw. Es gibt ganz viele Minderheiten, auch inländische. Ich nehme auch die Betroffenen von Grossprojekten ernst, in diesem Fall die Bevölkerung von Wileroltigen. Die Ursache dieser Debatte sind nicht einfach nur die Fahrenden, sondern auch «di Dri-Fahrende». Die Annahme dieser Motion wird nicht zum Ende dieser Bemühungen führen, sondern zu einem Marschhalt zwecks Neustarts aus meiner Sicht mit deutlich kleineren und temporären Plätzen. Mit dem Einbezug von Regierungstatthaltern, Bevölkerung und Gemeinden wird es funktionierende Lösungen geben, wie dies auch mit den Schweizer Fahrenden möglich war. Für die Ablehnung von Meisberg kamen die exorbitant hohen Kosten einem Teil der Leute als Vorwand gelegen. Wileroltigen befindet sich hingegen ganz am Rande des Kantons und ist? günstiger, was praktisch ist, jedoch Sankt-Florians-Politik. Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen und still froh zu sein, dass das grosse Projekt Standplatz nicht vor Ihrer Haustüre zustande kommt.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Ich möchte hier die Gelegenheit ergreifen, um meine grundsätzlichen Gedanken zu äussern, wie wir mit Minderheiten umgehen können. Soll weiterhin die Politik entscheiden, welche Minderheiten schützenswert sind und finanziert werden sollen? Oder wollen wir Freiraum schaffen, damit sich die Minderheiten von unten – und diese wird es immer mehr geben – mit Eigeninitiative und Eigenverantwortung aktiv selber entwickeln können. Ich denke, das Zweite ist der bessere Weg. Denn der Staat wird immer damit überfordert sein, von oben die Verantwortung für Minderheiten zu übernehmen. Er fördert so den Extremismus und die Minderheitsfeindlichkeit. Zusammen mit Samuel Leuenberger habe ich neu einen Vorstoss mit folgendem Text eingereicht: «Der Regierungsrat wird beauftragt sicherzustellen, dass Transitplätze für ausländische Fahrende nicht vom Kanton Bern erstellt und finanziert werden. Er schafft die nötigen rechtlichen und raumplanerischen Grundlagen, damit bei Bedarf die Transitplätze von den Fahrenden selbst oder von Dritten erstellt, finanziert, betrieben und unterhalten werden können.» Ich werde die zwei Vorstösse annehmen. Damit ist der Weg zum Beispiel frei für einen Vorstoss frei, wie wir ihn formuliert haben.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Les Verts). Die Diskussion um Transitplätze für Fahrende widerspiegelt einen Konflikt, der so alt ist wie die Menschheit. Schon zu biblischen Zeiten, Tausende von Jahren vor unserer Zeitrechnung, wurde die Geschichte von Kain und Abel niedergeschrieben. Wie wir wissen, erschlug Kain damals Abel. Kain war Ackerbauer, also ein Sesshafter. Abel war Hirte und gewissermassen ein Fahrender seiner Zeit. Die Überlieferung zeigt uns, wie alt der Konflikt zwischen Sesshaften und Wandernden ist, und er dauert seit Jahrtausenden an. Immer wieder gab es Lösungen, immer wieder aber ging der Streit weiter, zum Glück nicht immer mit so dramatischen Folgen wie bei Kain und Abel. Ich finde aber, es könne nicht sein, dass wir hier und heute im Jahr 2017 immer noch nicht weiter sind. Wenn wir jetzt verhindern, dass der Regierungsrat endlich gute Lösungen findet für einen bald realisierbaren Transitplatz, dann dauern die chaotischen Zu-

ständen an, und wir fügen dem Tausend Jahre alten Drama ein weiteres Kapitel hinzu. Ich lade Sie deshalb ein, dem Regierungsrat zu folgen und ihm so den Rücken zu stärken.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Wir haben das Anliegen, Transitplätze zu schaffen, bereits im Zusammenhang mit Meisiberg behandelt, wo ein Rückweisungsantrag beschlossen wurde. Ich war damals Sprecher der BaK. Dieser Rückweisungsantrag war mit der Auflage verbunden, einen anderen günstigen Transitplatz oder mehrere günstige Transitplätze zu realisieren und wurde in der BaK mit 16 Stimmen bei 1 Gegenstimme und im Grossen Rat in der Folge mit 172 Stimmen gegen 1 ablehnende und 1 enthaltende Stimme angenommen. Nun erstaunt mich der Verlauf der heutigen Diskussion. Ich möchte Sie an Folgendes erinnern: Ich glaube nicht, dass wir weiterkommen, wenn wir nicht handeln. Wenn wir diese Motionen überweisen, heisst dies, dass wir zunächst vorne an der Front – wenn ich es in dieser Sprache sagen darf – nicht handeln, sondern wir verschieben die Erarbeitung dieser Problematik in Arbeitsgruppen, in Amtsstuben in ein Pingpong-Spiel zwischen Kanton und Bund. Dies bringt uns überhaupt nicht weiter. Oder es steckt ein anderes Konzept dahinter, nämlich zu sagen, man wolle gar keine Transitplätze, sondern löse das Problem allein mit repressiven Massnahmen auch über neue Artikel im PolG. Ich glaube, dies bringt es definitiv nicht. Es braucht Plätze, es braucht Spielregeln, und es braucht begleitend die Polizei. Dadurch können wir die Schwierigkeiten, wie wir sie in diesem Jahr in Wileroltigen gehabt und in vergangenen Jahren immer wieder wegen nicht vorhandener Transitplätze hatten, einigermassen in den Griff bekommen. Andere Kantone haben es aufgezeigt. In Kaiseraugst haben wir einen solchen Platz, der mit guten Bedingungen und Spielregeln bewirtschaftet wird und von der Polizei kaum begleitet werden muss, wodurch die Situation massiv beruhigt wurde. Es ist in der Tat so: Die BaK hat dies in der Kommissionsarbeit diskutiert, die Probleme eingehend besprochen und im ganzen Kanton mögliche Plätze in Augenschein genommen. Unsere Arbeit hat gezeigt, dass es eines umzäunten Platzes oder mehrerer umzäunter Plätze bedarf. Es braucht einen Zaun, einen Platzwart, die elementarsten Spielregeln. Eine davon ist es, auf der Basis von Vorschüssen und Kauttionen zu Beginn Geld einzuziehen, welches gebraucht werden kann, wenn der Platz und dessen Umfeld nicht sauber zurückgelassen werden. Hier müssen wir einfach handeln. Wenn wir das Ganze in Arbeitsgruppen verschieben, lassen wir die Polizei vor einer unlösbaren Aufgabe. Man sagte uns damals in der BaK, wenn man eine Ansammlung von Fahrenden mit 100 Gespannen wegweisen will, die Polizei für diesen Einsatz mindestens 200 Leute benötige. Wir schauten uns den Einsatz von Gampelen im Jahr 2016 an. Dieser kostete die Beteiligten 73 000 Franken. Wenn wir nicht handeln und die Geschichte wieder in Arbeitsgruppen verschieben, drohen weitere eskalierende Situationen. Solche haben wir zur Genüge gehabt. Eine Lösung mit einem oder mehreren Transitplätzen ist ein gutes Instrument, vor allem, weil es der Polizei unterstützend hilft. Wenn man diese 100 Wagen wegbringen will, stellt sich die Frage wohin, wenn es keine Möglichkeit dafür gibt. (*La présidente coupe le micro.*)

La présidente. Es tut mir leid, ich habe Ihnen das Mikrofon ausschalten müssen, Grossrat Mentha. Sie haben wirklich lange genug gesprochen. Wir fahren mit Grossrat Güntensperger weiter.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Ich bin schon mit Äusserungen über unangenehme Geschehnisse mit gewissen Gruppen von Fahrenden bei meinem Betrieb aufgefallen. Wir wissen alle, dass sie wahrscheinlich am liebsten niemand in seiner Nähe haben möchte. Deshalb ist man froh, wenn der Transitplatz in Wileroltigen geplant ist. Wahrscheinlich war man seitens von Wileroltigen einmal froh, als in Meisiberg geplant wurde. Nun will man einen Marschhalt einlegen. Ich kann Ihnen eins sagen: Dies bringt uns überhaupt keinen Schritt weiter. Denn wenn wir einen Marschhalt einlegen, haben wir den Status quo, und der Status quo birgt explosive Situationen und Probleme, die weiter bestehen werden. Ich teile die Ansicht von Herrn Riem, es seien kleinere, dafür mehrere und alternierend zu nutzende Plätze zu schaffen, damit nicht jedes Jahr dieselben Gemeinden diese Besucher haben. Wenn wir uns nicht um Standplätze bemühen, werden wir weiterhin Probleme haben. Die Bevölkerung hat sehr wohl genug von dieser Situation, wie wir sie jetzt haben. Wir müssen beginnen – vielleicht ist dies ein Versuch –, eine Lösung zu finden. So kann man sagen, dass versucht wird, eine Lösung zu finden. Diese beiden Motionen anzunehmen, bedeutet nichts anderes, als nichts zu tun. Man schiebt es hinaus, man schiebt es – wie es Kollege Trüssel gesagt hat – vor sich hin. Ändert man nichts, werden die Probleme genau gleich weiterbestehen. Aus meiner Sicht gibt es nur eine Variante, nämlich dem Regierungsrat den Rücken zu stärken und ihm zu sagen: Halten Sie Ausschau nach Plätzen, suchen Sie nach dezentral verteilten

Plätzen, sodass nicht alle am gleichen Ort sind. Dies müssen wir jetzt angehen, sonst kommen wir nirgends hin. Was die repressive Seite betrifft, so verhält es sich genauso wie von Luc Mentha erwähnt. Wenn man Repression ausübt und den Fahrenden sagt, dass sie möglichst rasch wegfahren müssen, muss man ihnen sagen können, wohin sie fahren sollen. Sonst kommt dies faktisch einem Fahr- respektive einem Einreiseverbot in den Kanton gleich. Dies wiederum kann nicht die Lösung sein. Es ist wie bei gewissen Vorstössen betreffend die Asylfragen. Man pflegt immer zu sagen, man treffe diese oder jene Entscheidung. Dies nützt aber nichts, weil die Asylsuchenden trotzdem zu uns kommen. Sie sind hier, sie kommen, und sie sind Teil der Situation, der Geschichte und der Schweiz. Wir müssen eine Lösung finden. Deshalb sollten die Motionen auf jeden Fall abgelehnt werden.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Eigentlich leuchtet es ein mit dem gewollten Platz. So könnte es auch funktionieren, aber Nathan Güntensperger hat es vorhin erwähnt: Wahrscheinlich wird trotzdem nichts passieren. Ich habe aus einem Grund Angst: So lange wir nicht geregelt haben, wie wir die Fahrenden wegweisen können, so lange wird es nichts nützen. Ich habe in meiner Gemeinde zwölf Jahre lang mit den Fahrenden zu tun gehabt. Es wurde mir etliche Male gesagt, es sei nicht möglich, diese wegzuweisen. Zuerst müssten die Personalien aufgenommen werden, was sich nicht so einfach gestaltet. Danach müsse Anzeige erstattet werden, und dann bedürfe es eines Gerichtsentscheids, was eine Sache von mehreren Tagen ist. Dies wurde mir etliche Male von den Regierungsstatthalterämtern gesagt. Erst danach folgt die Wegweisung. Wie Luc Mentha auch erwähnt hat, braucht es für eine Wegweisung etwa dreimal mehr Polizisten als Wegzuweisende. Wenn es 50 oder 100 Leute sind, braucht es 150 beziehungsweise 300 Polizisten, die diese wegweisen. Dies ist nicht ganz einfach. Zudem muss gesagt werden, wie es gehen soll. Zudem wurde mir immer auch gesagt, dass die Kosten dafür die Gemeinde zu tragen habe. Für eine kleine Gemeinde ist dies ziemlich unmöglich. Genau dort sehe ich die Krux. Ich habe es vorhin gesagt, eigentlich wäre der Platz so einleuchtend, weil wir etwas anbieten könnten. Allerdings ist es so sicher wie das Amen in der Kirche, dass diese 50 Plätze nicht ausreichen und die Fahrenden andere Plätze suchen werden, wo wir sie nicht wegweisen können. Es ist jetzt immer gesagt werden, wir hätten dann das PolG. Wie Sie selber auch wissen, wird dieses in etwa gleich funktionieren wie heute. Die juristischen Gegebenheiten bleiben so. Es wäre schön, man könnte es so handhaben wie beim Strassenverkehrsgesetz: Wenn Sie ein Stoppschild überfahren, entzieht Ihnen die Polizei den Ausweis. Wenn man so rasch handeln könnte, müsste man sofort Ja sagen zu zwei bis drei Plätzen. Diese könnte man anbieten, um dann auch handeln zu können. Dies können wir im Moment nicht. Nicht zuletzt ist die Arbeit noch nicht geregelt. Die Fahrenden wollen nicht nur hier campieren, sondern sie suchen Arbeit. In der Stadt kann man schon sagen, dies sei nicht wirklich ein Problem. Wenn bei Ihnen in der Gemeinde ständig jemand ankommt, um etwas zu schleifen, Ihnen einen Teppich zu verkaufen oder um einen Fensterladen zu reparieren, dann haben Sie irgendwann genug davon. Solange diese Probleme nicht gelöst sind, müssen wir wohl versuchen, irgendeine Gesamtlösung zu suchen. Insofern unterstütze ich die Motionen.

Willy Marti, Kallnach (UDC). Ich wurde aus der letzten Debatte zitiert, als es um Fahrende ging. Es ist richtig, ich sagte damals, wir würden das Problem sehen. Dies ist eigentlich immer noch so. Wir sehen aber auch das Problem der Polizei. Ich habe letztes Mal auch versucht, einen Lösungsansatz zu bieten, bin aber, obwohl ich das Tagblatt nicht mitgenommen habe, der Meinung, damals gesagt zu haben, dass wir den Versuch starten sollten, etwas mit Provisorien zu unternehmen. Damit hätte man für zwei Jahre eine günstige Lösung hinsichtlich der Installation, aber vielleicht auch verbunden mit einer Entschädigung für die betroffene Gemeinde. Damit könnte man eine Gemeinde finden, die dies ohne Zwang und Vergewaltigung macht. Ich sehe es eigentlich immer noch so, dass man damit einen Schritt weiterkommen könnte.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). Je serai assez bref. Je soutiens les points 2 des deux motions 25 et 26. Je crois que c'est vraiment le moment maintenant de réviser tous les travaux qui ont été entrepris à ce sujet. On est à fin 2017, cela fait six ans que l'on tergiverse à ce sujet, et c'est peut-être aussi la Confédération qui devrait prendre ce dossier en main, car dans les cantons romands, avec toute la bonne volonté du monde, on ne rencontre que des oppositions. À quoi sert d'avoir une Police cantonale avec un feu bleu qui vous prend la colonne de ces véhicules et vous les amène à la frontière suivante comme une patate chaude? Cela ne va pas. Des solutions à la Meisberg ou Wileroltigen, le peuple n'en veut pas. On a besoin maintenant, à mon avis, de créer

une Task force des cantons romands, de créer un nouveau concept avec des dispositions plus sévères et plus adaptées à la situation. Car une chose est claire, eux le savent et ne se posent pas de questions, à la belle saison ils arrivent avec leurs caravanes, comme les abeilles quand fleurissent les champs. On doit trouver une solution ensemble.

La présidente. Bevor ich Regierungsrat Neuhaus das Wort erteile, möchte ich eine Gruppe begrüßen, die sich auf der Zuschauertribüne eingefunden hat. Es handelt sich um Mitarbeitende des Departements für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport (VBS). Sie sind im Rahmen eines Teamanlasses unterwegs und besuchen den bernischen Grossen Rat während der Session. Nun sehen Sie, wie das kantonale Debattieren abläuft; das nationale dürften Sie aus dem Effeff kennen. Herzlich willkommen! Wir hoffen, dass Sie einen spannenden Einblick in die Diskussionen erhalten. *(Applaudissements)*

Jetzt erteile ich gerne Regierungsrat Neuhaus das Wort.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Wileroltigen liegt an der Autobahn in der Nähe des Röstigrabens. Wenn Sie dort einen Platz projektieren wollen, können Sie die Autobahn verlassen und danach wieder auf diese einfahren. Der Platz lässt sich einzäunen. Wenn Sie auf Google Maps nachsehen, stellen Sie fest, dass der Platz 400 Meter vom Dorf Wileroltigen entfernt liegt. Es ist richtig, dieser befindet sich auf Wileroltiger Boden, aber von der anderen Seite der Autobahn aus liegen vier Autobahnfahrspuren dazwischen. Wileroltigen ist mit Wasser und Strom erschlossen, Wileroltigen ist verfügbar. Soweit zur Ausgangslage. Diese entspricht dem Angebot, welches der Kanton Bern Anfang Juli erhalten hat.

Es ist falsch, dem Kanton Bern vorzuwerfen, er hätte Wileroltigen diesen Sommer im Stich gelassen und keine Unterstützung geboten. Den Aufwand des Regierungsstatthalters sowie jener der Polizei, welche diverse Male vorbeikam, hat man nicht verrechnet. Man hat diese Kosten nicht in Rechnung gestellt, obwohl dies möglich gewesen wäre. Wie erwähnt beliefen sich die Kosten für den Räumungseinsatz in Gampelen im Jahr 2016 auf 73 000 Franken. Wenn der erste Motionär behauptet, hier seien alle Ansprüche zu erfüllen, dann hat Grossrat Luc Mentha bereits skizziert, was nötig ist: Es gibt keinen Luxus. Zwar müssen bestimmte Voraussetzungen erfüllt sein, wie beispielsweise das Aufstellen eines Zauns, damit die Leute die angrenzenden Kulturen nicht betreten. Wenn Sie sich an die Worte von Frau Grossrätin Madeleine Amstutz, Sprecherin der zweiten Motion, erinnern, wonach die Strategie zu überarbeiten sei, erlaube ich mir kurz, die Strategie des Kantons Bern aufzuzeigen. Wir haben im vergangenen September einen Auftrag von Ihnen erhalten. Demzufolge muss ich den Platz Meisberg erstens viel billiger realisieren, oder ich muss einen anderen Platz suchen, einen Transitplatz für ausländische Fahrende, der entsprechend günstiger ist. Diesen Auftrag haben Sie vor einem Jahr erteilt. Wir haben hier und heute verschiedene Plätze für einheimische Fahrende, bestehend in Ins, Jegenstorf, Thun–Allmendingen, Brienz, Biel, Bern und Belp. Projektiert sind Plätze in Herzogenbuchsee, Muri und Erlach. Ich danke diesen Gemeinden, dass sie diese Last auf sich nehmen. Allerdings haben wir nach wie vor keinen Transitplatz für ausländische Fahrende.

Sie haben uns diesen Auftrag erteilt, und nur Sie können diesen zurücknehmen. Würden Sie den Auftrag zurücknehmen, was ich nicht sinnvoll fände, würden wir nach drei Vierteln des bereits zurückgelegten Wegs stehen bleiben, was Konsequenzen hätte. Dazu werde ich noch zwei, drei Worte sagen.

Schweizweit existiert ein halbes Dutzend grosser Plätze für ausländische Fahrende. Freiburg hat die Hausaufgaben gemacht. Herr Grossrat Schwaar hat diesen Platz auch besucht. Herr Grossrat Schlup, wenn man einen Platz für 50 bis 70 Leute hätte, müsste man diese nicht wegweisen, sondern sie könnten von diesem Platz Gebrauch machen. Wären es mehr Leute, könnten diese wegweisen werden, weil kein illegaler Platz vorhanden wäre. Heute kann die Polizei keine Wegweisung vornehmen. Denn wo will man die Leute hinbringen? Man muss sie auch nicht ins Oberland bringen, ebenso wenig muss man sie motivieren, ins Emmental zu fahren, weil dafür schlicht keine Nachfrage besteht. Den in Sumiswald provisorisch erstellten Platz haben wir geschlossen, weil keine Nachfrage besteht. An dieser Stelle ein Merci an Sumiswald. Wie erwähnt verfügt Freiburg über einen Platz. Auch Neuenburg hat mit La Vue des Alpes einen Transitplatz, daneben besteht jener in Kaiseraugst. Heute stehe ich hier und habe den Auftrag fast erfüllt. Ich habe ein Angebot des Bundes, und ja, im vergangenen Sommer herrschte in Wileroltigen Chaos. Dies liegt in der Natur der Sache. Es waren anderthalb Hektaren und niemand schaute dazu. Die WCs waren zum Teil demo-

liert. Nun stellt sich die grosse Frage, was Sie wollen. Wollen Sie den Regierungsrat weiterarbeiten lassen und das Ganze einer Lösung zuführen? Es gibt Gemeinden mit Kehrichtverbrennungsanlagen. Diese haben keine Freude daran. Der Gemeinde Lyss wollte man zwei Asylzentren aufs Auge drücken. Lyss sagte Ja zu einem, wehrte sich aber gegen ein zweites, aber Lyss übernimmt ein Asylbewerberzentrum. Bern hat bereits eines, und Mühleberg hat ein Kernkraftwerk. Es ist richtig – ich bin darauf angesprochen worden –, dass sich vor meinem Haus 1000 Quadratmeter Bauland befindet. Dieses reicht leider nicht aus. Es ist aber ein Autobahnzubringer vorhanden, über welchen Tag für Tag 20 000 Autos fahren. (*Suite à une panne technique, le micro est brièvement éteint, puis rallumé.*) Danke fürs Ausschalten des Mikrofons! Ich weiss, ich spreche unterschiedlich lang, heute etwas länger. Aber ich glaube, dies rechtfertigt sich durch das Thema. Wenn wir uns umschauen, tragen verschiedene Gemeinden Lasten.

Geschätzte Frauen und Männer, heute stehen Sie vor der Frage, ob Sie das Problem bewirtschaften, es weiter vor sich herschieben und «umetrole» wollen. Dann wird man sich in den Jahren 2018, 2019 und 2020 sowie später auch noch enervieren. Jene, die die Vorstösse annehmen wollen, sollten sich bereit erklären, mir ihre Telefonnummern anzugeben, damit ich die Bauernfamilien, die sich bei mir beschwerten, weiterverweisen kann, wenn Leute, weil sie nicht wissen wohin, in Kulturen fahren und das Einkommen von Bauernfamilien zerstören.

Die Fahrenden sind seit rund 1000 Jahren, ich kann auch sagen seit 500 Jahren, Bestandteil unserer Gesellschaft. Ihre Lebensweise ist anders als die unsere. Sie fahren eben, sie sind Fahrende. Sie haben sich nicht integriert, sonst wären sie auch nicht mehr fahrend. Ich bin überrascht, heute von der einen oder anderen Person die Aussage gehört zu haben, sie sei zwar tolerant. Wenn es aber um die Wurst geht, ist man nicht mehr ganz so tolerant. Ich bin froh, hat Herr Grossrat Schwaar die Ziffer 1 seiner Motion immerhin gestrichen. Diese hätte dem Auftrag entsprochen, auf Wileroltigen zu verzichten. Damit hätte ich auf Meinisberg zurückkommen müssen. Inzwischen kenne ich Meinisberg. Eine viel günstigere Lösung ist leider nicht möglich. Aber die Meinisbergerinnen und Meinisberger hätten sich mit Sicherheit bedankt, aber wahrscheinlich nicht bei mir.

Herr Grossrat Peter Siegenthaler hat sich sehr differenziert geäussert und klar aufgezeigt, dass es darum geht, Lösungen zu finden, selbst wenn dies nicht immer einfach ist. Vor diesem Hintergrund hätte ich Grossrat Willy Marti engagieren wollen. Gerne möchte ich für Lösungen auf ihn zugehen. Ich habe 30 Gemeinden persönlich angefragt, aber keine wollte für eine Lösung Hand bieten. Manchmal waren die Gründe nachvollziehbar, manchmal nicht. Eigentlich wäre ich dankbar, wenn mir jemand helfen würde. Seit heute Morgen weiss ich, dass es primär an mir und nicht an den Gemeinden liegt. Würden Sie Ja sagen zu diesen Vorstössen, was ich nicht hoffe, hiesse dies für den Regierungsrat klar, dass er kein Terrain mehr für einen Transitplatz hätte. Im Jahr 2014 schauten wir uns etwa 2475 Liegenschaften beziehungsweise Terrains an und kamen auf ein Dutzend. Davon musste man auf zehn verzichten, weil es mit diesen Terrains von vornherein nicht möglich war, darunter eines in Pieterlen mit einer zu schmalen Zufahrt. Meinisberg war massiv zu teuer, weshalb Sie diesen Platz nicht wollten. Wenn Sie diesen Vorstössen zustimmen, hätten wir kein Terrain mehr für einen Transitplatz. Ich muss ehrlich sein: In diesem Fall würden wir die Arbeit seitens der JGK für zwei bis drei Jahre einstellen, sodass man später wieder hinsehen würde, wobei sich das mit den Fahrenden vielleicht auch so löst. Ich habe gehört, dass diese immer dann kommen, wenn ein Platz erstellt wird. Die Realität ist, dass sie auch kommen, wenn kein Platz vorhanden ist. Dies ist so sicher wie das Amen in der Kirche. Dann müssten auch die Gemeinden selber schauen und selber arbeiten – ohne Regierungsstatthalterinnen und -statthalter. Damit wäre der Kanton raus, und die Gemeinden müssten die Kosten selber tragen. Man hat mir wieder gesagt, der Neuhaus drohe. Darauf habe ich entgegnet, dass ich nicht drohe, sondern auch sonst genug zu tun habe. Zudem sind wir nicht verantwortlich dafür. Denn Sie sind die Gemeindevertreterinnen und -vertreter. Wenn Sie finden, der Kanton mache es hier falsch, kann ich dies gut akzeptieren. In diesem Fall würden wir aber die «Säcke ablegen». Wie erwähnt werden die Bauernfamilien und die betroffenen Landbesitzerinnen und -besitzer die Leidtragenden sein. Persönlich frage ich mich, ob sich ausländische Fahrende zum Beispiel nicht sagen würden, dass es im Kanton Bern ein paar kleinere Plätze für einheimische Fahrende gibt und einmal auf diese fahren. Deshalb bitte ich Sie, die Vorstösse abzulehnen. Ich danke allen, die dem Regierungsrat folgen und die Strategie unterstützen, die wir vor vier respektive bald fünf Jahren in Angriff genommen haben, sodass wir diese zu Ende führen können. Immerhin geht es um Menschen. Die Frage ist auch, wie wir mit Minoritäten umgehen. Ich sage dann auch nichts zu den Investoren. Es hat geheissen, es sollen Investoren gesucht werden. Ich habe diese Frage im Rahmen der Sendung von «TeleBärn» gestellt. Der eine Motionär wusste

keine Antwort auf diese Frage. Ich kenne diese auch nicht, weiss aber nur, wie Sie hier abstimmen sollten. Stimmen Sie Nein und unterstützen Sie den Regierungsrat! Ich sage vielen Dank!

La présidente. Die Motionäre haben nochmals das Wort, zuerst Grossrat Schwaar.

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Ich danke allen ganz herzlich für die relativ sachliche Diskussion. Ich möchte vorgängig kurz zu zwei, drei Voten Stellung nehmen, zuerst zu jenem von Hubert Klopfenstein der FDP-Fraktion. Es ist natürlich schön, wenn Sie die Probleme sehen. Für uns wäre jetzt aber ein zweiter Schritt wichtig, nämlich dass man auch hilft, Lösungen zu sehen, wenn man Probleme sieht. Es bleibt aber noch ein wenig Zeit, bis wir abstimmen, sodass der eine oder andere uns trotzdem helfen könnte. Philippe Messerli hat gesagt, mit dieser Motion wollten wir den «Schwarzen Peter» hin- und herschieben. Dem ist überhaupt nicht so. Wenn wir dies wollten, hätten wir diese Motion ganz anders formuliert. Dann hätten wir geschrieben, anstelle von Wileroltigen sei der Platz irgendwo anders zu erstellen, beispielsweise in Witzwil. Aber nein, wir wollen den «Schwarzen Peter» nicht an die nächste oder übernächste Gemeinde weiterschieben, sondern es braucht Lösungen. Peter Siegenthaler hat gesagt, das Parlament solle nicht Lösungen suchen. Dies ist auch nicht der Auftrag. Der Auftrag ist jedoch, dies der JGK weiterzugeben, sodass dort für Lösungsentwicklungen und weitere Ansätzen gesorgt wird. Regierungsrat Neuhaus hat in verdankenswerter Weise ausgeführt, wie die Gemeinde Wileroltigen diesen Sommer unterstützt worden ist, namentlich von der Polizei. Ich muss Ihnen sagen, dass die täglichen oder jeden zweiten Tag stattfindenden Rundgänge durch die Polizei auf dem Platz zum Grundauftrag gehören. Hierfür muss die Gemeinde keine Bestellung aufgeben, damit die Polizei kommt. Dies gehört in den Grundauftrag. Schlussendlich bestand die Unterstützung, die wir in Wileroltigen erhalten haben, darin, dass die Fahrenden nach elf Wochen den von ihnen besetzten Platz endlich verliessen. Dies war die Unterstützung, die wir heuer in Wileroltigen erhalten haben.

Noch etwas genereller Natur: Es wurden mehr Transitplätze gefordert. Dies ist möglicherweise ein Ansatz. Aber wie wollen Sie diese realisieren, ohne eine Planung zu machen, sondern einfach planlos zu sagen, man brauche Plätze, ein paar hier, ein paar dort? Genau deshalb müsste man ein Konzept erarbeiten. Noch ein Hinweis auf Kaiseraugst, wo sich der so gut funktionierende Platz befindet. Meine Eltern wohnen in Kaiseraugst, und ich wohnte in jungen Jahren dort. Es ist richtig, dieser Transitplatz funktioniert, wenn nicht immer gut. Die Probleme, die wir in Wileroltigen hatten, insbesondere – ich nehme dieses Wort sehr ungerne in den Mund – mit den Freilufttoiletten, bestehen auch in Kaiseraugst. In diesem Sinn bitte ich Sie nochmals, dieser Motion zuzustimmen und wirklich die Chance einer Aufarbeitung zu geben. Vielen Dank für die Unterstützung.

Madeleine Amstutz, Schwanden-Sigriswil (UDC). Aus einzelnen Voten haben wir gehört, dass man die Problematik sieht, aber trotzdem nichts unternehmen will. Man will gleich weiterfahren wie bisher, und damit sind die Probleme auch nicht gelöst. Jene, welche die Motion ablehnen wollen, wollen mehr Transitplätze und rasch weiterfahren, insbesondere betreffend ausländische Fahrende, wie wir in einzelnen Voten gehört haben. Aber auch mit der Ablehnung dieser Motionen haben wir noch keine Transitplätze bewilligt. Die verschiedenen, bisher gehabten Problempunkte bestehen weiterhin. Unser Ziel ist es, durch den Einbezug der beteiligten Bevölkerung, des Bundes, der Kantone und aller Beteiligten zu einem Ziel zu kommen, indem man es überdenkt und zu einer Strategie für den Kanton kommt. Dies ist das Ziel dieser Motionen. Deshalb bitte ich Sie, die Ziffern 1 und 2 meiner Motion anzunehmen und die Ziffer 2 nicht abzuschreiben, weil wir dort – wie bereits gehört – noch keine Rückmeldung seitens des Bundes haben.

La présidente. Wir kommen somit noch vor der Pause zu den Abstimmungen über die Motionen der Traktanden 25 und 26.

Wir stimmen über die Motion Amstutz «Fahrenden-Konzept grundsätzlich überdenken» ab. Hier stimmen wir über zwei Ziffern ab sowie über die Abschreibung von Ziffer 2. Wer die Ziffer 1 dieser Motion annimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt stimmt Nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 52

Non	84
Abstentions	14

La présidente. Sie haben Ziffer 1 dieser Motion abgelehnt mit 84 Nein- gegen 52 Ja-Stimmen bei 14 Enthaltungen.

Wir kommen zu Ziffer 2. Wer diese annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	141
Non	8
Abstentions	1

La présidente. Sie haben Ziffer 2 der Motion angenommen mit 141 Ja- gegen 8 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Nun stimmen wir hier noch über die Abschreibung von Ziffer 2 ab. Wer der Abschreibung von Ziffer 2 zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui	83
Non	67
Abstentions	0

La présidente. Sie haben der Abschreibung zugestimmt mit 83 Ja- gegen 67 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

An dieser Stelle legen wir eine Pause ein. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. Gerne möchte ich pünktlich um 17.00 Uhr mit dem Traktandum 27 weiterfahren.

Les délibérations sont interrompues à ce stade. La séance est levée à 16 heures 30.

Les rédactrices:

Eva Schmid (d)

Rahela Syed (d)

Catherine Graf Lutz (f)